

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/BFA/22**

2 avril 1996

(96-1280)

---

## **Comité du budget, des finances et de l'administration**

### RAPPORT DE LA REUNION TENUE LE 26 MARS 1996

#### INTRODUCTION

1. Le Comité du budget, des finances et de l'administration de l'OMC s'est réuni le 26 mars 1996 sous la présidence de M. J. Yokota (Japon). Le mandat et la composition du Comité sont indiqués dans le document WT/L/44/Rev.1. L'ordre du jour figurant dans l'aérogamme WTO/AIR/300 a été adopté.

#### A. MISES A JOUR ADMINISTRATIVES ET RAPPORTS DE SITUATION

##### ETAT DE LA TRESORERIE ET ARRIERES DE CONTRIBUTIONS

AU 29 FEVRIER 1996

(CRP(96)05 ET WT/BFA/CONT/14)

##### PAIEMENTS PAR TRANCHE DES ARRIERES DE CONTRIBUTIONS

(CONTRIBUTIONS POUR 1987 ET LES ANNEES ANTERIEURES)

- RAPPORT DE SITUATION AU 29 FEVRIER 1996

(CRP(96)06)

##### CONTRIBUTION DES PAYS AYANT LE STATUT D'OBSERVATEUR

AU COUT DES SERVICES FOURNIS PAR LE SECRETARIAT

- RAPPORT DE SITUATION AU 29 FEVRIER 1996

(CRP(96)07)

2. Le Comité a pris connaissance des rapports présentés par le Secrétariat au sujet de l'état de la trésorerie et des arriérés de contributions au 29 février 1996, des paiements par tranche des arriérés de contributions et de la contribution des pays ayant le statut d'observateur au coût des services fournis par le Secrétariat. Au 29 février 1996, le montant total des contributions reçues était de 37 460 551 francs suisses et le Fonds de roulement s'élevait à 6 476 891 francs suisses. En outre, des contributions avaient été reçues des Membres suivants en mars 1996: Bangladesh, Brésil, Cuba, Emirats arabes unis, Espagne, Israël, Italie, Japon, Mexique, Nigéria, Philippines et République tchèque. Comme il était indiqué dans le document WT/BFA/CONT/14, au 29 février 1996, il y avait cinq Membres dans la catégorie I, trois dans la catégorie II, sept dans la catégorie III et 17 dans la catégorie IV des mesures administratives applicables aux Membres ayant des arriérés de contributions. Cuba ayant effectué en mars des versements au titre de ses arriérés de contributions, elle n'appartenait plus à la catégorie I. Des lettres de rappel concernant les arriérés de contributions avaient été adressées aux parties contractantes/Membres concernés. En outre, des lettres de rappel concernant les arriérés de contributions des pays ayant le statut d'observateur auprès de l'OMC aux coûts des services fournis par le Secrétariat seraient envoyées sous peu.

3. Un membre a souligné qu'il était important d'appliquer la décision visant à ce que les pays aient rempli leurs obligations financières en tant qu'observateurs avant leur accession. Un autre membre

a suggéré d'examiner prochainement la situation des pays dotés du statut d'observateur auprès de l'OMC qui avaient des arriérés de contributions.

4. Le Comité a pris note des rapports.

**B. CONTRIBUTIONS AU BUDGET DE 1996 MISES A LA CHARGE**  
**DES NOUVEAUX MEMBRES DE L'OMC ET AVANCES**  
**AU FONDS DE ROULEMENT**  
(WT/L/133 à 139)

5. Suite à l'accession du gouvernement béninois à l'OMC (document WT/L/133), le Comité recommande au Conseil général de demander à ce gouvernement de verser un montant de 29 148 francs suisses à titre de quote-part au budget de 1996. Ce montant, calculé au 22 février 1996, correspond à une contribution annuelle de 0,03 pour cent, qui a été fixée d'après les statistiques du commerce extérieur (importations plus exportations de marchandises, de services et de droits de propriété intellectuelle) du Bénin pour les années 1991-1993. De plus, étant donné que le Fonds de roulement s'élevait à 6 476 892 francs suisses au 22 février 1996, le Comité recommande au Conseil général de demander au gouvernement béninois de verser au Fonds à titre d'avance un montant de 32 384 francs suisses.

6. Suite à l'accession du gouvernement équatorien à l'OMC (document WT/L/134), le Comité recommande de demander à ce gouvernement de verser un montant de 85 673 francs suisses à titre de quote-part au budget de 1996. Ce montant, calculé au 21 janvier 1996, correspond à une contribution annuelle de 0,08 pour cent, qui a été fixée d'après les statistiques du commerce extérieur (importations plus exportations de marchandises, de services et de droits de propriété intellectuelle) de l'Equateur pour les années 1992-1994. De plus, étant donné que le Fonds de roulement s'élevait à 6 476 892 francs suisses au 21 janvier 1996, le Comité recommande au Conseil général de demander au gouvernement équatorien de verser au Fonds à titre d'avance un montant de 32 384 francs suisses.

7. Suite à l'accession du gouvernement des Fidji à l'OMC (document WT/L/135), le Comité recommande de demander à ce gouvernement de verser un montant de 32 779 francs suisses à titre de quote-part au budget de 1996. Ce montant, calculé au 14 janvier 1996, correspond à une contribution annuelle de 0,03 pour cent, qui a été fixée d'après les statistiques du commerce extérieur (importations plus exportations de marchandises, de services et de droits de propriété intellectuelle) des Fidji pour les années 1991-1993. De plus, étant donné que le Fonds de roulement s'élevait à 6 476 892 francs suisses au 14 janvier 1996, le Comité recommande au Conseil général de demander au gouvernement des Fidji de verser au Fonds à titre d'avance un montant de 32 384 francs suisses.

8. Suite à l'accession du gouvernement grenadin à l'OMC (document WT/L/136), le Comité recommande de demander à ce gouvernement de verser un montant de 29 148 francs suisses à titre de quote-part au budget de 1996. Ce montant, calculé au 22 février 1996, correspond à une contribution annuelle de 0,03 pour cent, qui a été fixée d'après les statistiques du commerce extérieur (importations plus exportations de marchandises, de services et de droits de propriété intellectuelle) de la Grenade pour les années 1991-1993. De plus, étant donné que le Fonds de roulement s'élevait à 6 476 892 francs suisses au 22 février 1996, le Comité recommande au Conseil général de demander au gouvernement grenadin de verser au Fonds à titre d'avance un montant de 32 384 francs suisses.

9. Suite à l'accession du gouvernement haïtien à l'OMC (document WT/L/137), le Comité recommande de demander à ce gouvernement de verser un montant de 31 289 francs suisses à titre de quote-part au budget de 1996. Ce montant, calculé au 30 janvier 1996, correspond à une contribution annuelle de 0,03 pour cent, qui a été fixée d'après les statistiques du commerce extérieur (importations plus exportations de marchandises, de services et de droits de propriété intellectuelle) d'Haïti pour

les années 1991-1993. De plus, étant donné que le Fonds de roulement s'élevait à 6 476 892 francs suisses au 30 janvier 1996, le Comité recommande au Conseil général de demander au gouvernement haïtien de verser au Fonds à titre d'avance un montant de 32 384 francs suisses.

10. Suite à l'accession du gouvernement qatarien à l'OMC (document WT/L/138), le Comité recommande de demander à ce gouvernement de verser un montant de 76 703 francs suisses à titre de quote-part au budget de 1996. Ce montant, calculé au 13 janvier 1996, correspond à une contribution annuelle de 0,07 pour cent, qui a été fixée d'après les statistiques du commerce extérieur (importations plus exportations de marchandises, de services et de droits de propriété intellectuelle) du Qatar pour les années 1989-1991. De plus, étant donné que le Fonds de roulement s'élevait à 6 476 892 francs suisses au 13 janvier 1996, le Comité recommande au Conseil général de demander au gouvernement qatarien de verser au Fonds à titre d'avance un montant de 32 384 francs suisses.

11. Suite à l'accession du gouvernement de Saint-Kitts-et-Nevis à l'OMC (document WT/L/139), le Comité recommande de demander à ce gouvernement de verser un montant de 29 241 francs suisses à titre de quote-part au budget de 1996. Ce montant, calculé au 21 février 1996, correspond à une contribution annuelle de 0,03 pour cent, qui a été fixée d'après les statistiques du commerce extérieur (importations plus exportations de marchandises, de services et de droits de propriété intellectuelle) de Saint-Kitts-et-Nevis pour les années 1991-1993. De plus, étant donné que le Fonds de roulement s'élevait à 6 476 892 francs suisses au 21 février 1996, le Comité recommande au Conseil général de demander au gouvernement de Saint-Kitts-et-Nevis de verser au Fonds à titre d'avance un montant de 32 384 francs suisses.

C. VERIFICATION EXTERIEURE DES COMPTES DE L'OMC:  
RAPPORT DE SITUATION VERBAL  
DU GROUPE DE TRAVAIL

12. Le Président a informé le Comité que le Groupe de travail chargé de la sélection du vérificateur extérieur des comptes de l'OMC s'était réuni les 1er et 22 mars 1996 pour examiner les diverses offres reçues. La Mission permanente de la République argentine auprès des organisations internationales à Genève avait envoyé au Président, le 6 mars 1996, une lettre dans laquelle elle suggérait, entre autres, que lors de la comparaison des diverses offres il faudrait tenir compte de la possibilité de mettre clairement l'accent sur la vérification de la rentabilité des dépenses. Le Bureau du vérificateur général des comptes de la République argentine avait également fourni des précisions sur le travail envisagé pour évaluer si les crédits budgétaires étaient alloués et les activités entreprises dans un souci d'économie et d'efficacité.

13. A ces deux réunions, le Groupe de travail avait examiné les diverses offres sur la base des conditions énoncées dans la lettre contenant l'invitation à soumissionner ainsi qu'à la lumière des observations faites par les membres du Comité à la réunion du 29 février 1996. Les offres étaient évaluées au regard des éléments suivants: i) coût de la vérification y compris les frais de voyage, les indemnités de subsistance, l'établissement et la présentation des rapports, et l'attestation de vérification; ii) capacité de réaliser des opérations complémentaires de vérification des comptes et coûts correspondants; iii) durée minimale du mandat; iv) bonne connaissance des pratiques des organisations internationales; v) connaissance des langues; vi) capacité de donner des conseils et des consultations, et coûts correspondants; vii) capacité d'évaluer la rentabilité des dépenses; et viii) capacité d'effectuer la vérification deux fois par exercice. Du fait que certaines offres n'étaient pas assez détaillées par rapport à d'autres et pour faciliter la comparaison au niveau des coûts, le Secrétariat avait pris contact avec quelques soumissionnaires qui lui avaient communiqué des renseignements additionnels sur leurs offres. S'agissant de la durée du mandat, le Groupe de travail avait estimé qu'il serait peut-être souhaitable de la fixer à trois ans au minimum en prévoyant un appel d'offres obligatoire tous les cinq ans.

- ## D. AUTRES QUESTIONS

17. Un membre du Comité ICITO/GATT a donné lecture d'une déclaration qu'il avait faite au début de mars 1996 au Comité permanent du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Il a noté que le Président du Conseil général procédait à des consultations informelles en vue de déterminer quelle était la position des délégations sur les questions relatives aux traitements et aux pensions. En fonction des résultats de ces consultations informelles, la question serait examinée à la prochaine réunion du Comité mixte en juillet.
18. La question des fonds d'affectation spéciale pour des activités extra-budgétaires, dans le contexte de la coopération technique et de l'aide au développement, serait traitée lors de l'examen des objectifs généraux de l'OMC qui aurait lieu prochainement, mais un membre a exprimé le souhait qu'il y ait un débat sur la gestion, en général, des fonds d'affectation spéciale à une réunion future du Comité. Des copies d'un "document informel" que ce membre avait établi à ce sujet ont été distribuées aux membres du Comité.
19. Répondant à une question posée par un membre, le Secrétariat a informé le Comité que l'octroi de contrats permanents aux membres du personnel n'était pas automatique. Des recommandations initiales devaient être formulées par les directeurs respectifs. Le Comité des nominations et des promotions examinait ensuite ces recommandations et présentait sa propre recommandation au Directeur général qui décidait en dernier ressort. L'examen n'était pas achevé, mais l'octroi de contrats permanents avait déjà été approuvé pour 70 des 75 membres du personnel satisfaisant aux conditions requises.
20. Suite à une demande formulée par un membre, le Comité a été informé que le Secrétariat communiquerait des renseignements sur le processus de recrutement pour les postes approuvés pour 1996. En outre, le Secrétariat ferait en sorte que les délégations reçoivent les mémorandums administratifs indiquant les mouvements de personnel à l'OMC, lesquels étaient généralement publiés tous les trimestres.
21. Conformément à une proposition présentée par un membre, le Secrétariat communiquerait aux présidents des divers comités des renseignements sur le coût des réunions et de la documentation.

POINTS APPELANT UNE DECISION:

- Paragraphe 5  
Paragraphe 6  
Paragraphe 7  
Paragraphe 8  
Paragraphe 9  
Paragraphe 10  
Paragraphe 11